

Compte rendu du webinaire



Ce début d'année marqué par la crise sanitaire a profondément bouleversé les relations internationales avec un contraste marqué entre un *avant*, et un *pendant* COVID-19 (en attendant *l'après...*). Dans cette nouvelle donne mondiale – encore majoritairement bipolarisée autour de la Chine et des Etats Unis – les cartes sont rebattues et l'Europe a nécessairement un rôle à jouer.

D'ores et déjà disponible sur commande en librairies, l'ouvrage « *Etats-Unis, Chine, Europe : quelle remondialisation ?* » de **Jean-Paul BETBEZE**, Économiste et Président-Fondateur de Betbeze Conseil, analyse la reconfiguration géostratégique en cours dans ce contexte incertain.

A cette occasion, **Jean-Pierre RAFFARIN**, Ancien Premier ministre, Président de la Fondation Prospective et Innovation, a invité plusieurs personnalités à partager leurs points de vue sur les perspectives des relations internationales lors d'un webinaire le vendredi 16 octobre 2020 (retrouvez l'intégralité du replay : <https://www.youtube.com/watch?v=dNExrOrHdZM>).

Après une présentation de l'ouvrage par l'auteur, **Hall GARDNER**, Professeur à l'American University of Paris a donné un point de vue américain sur les enjeux de la montée en puissance de la Chine, **Laurence DAZIANO**, Maître de conférence en économie à Sciences Po Paris a évoqué la place qu'occupent les pays émergents dans cette bipolarité, enfin, **André CHIENG**, Président Directeur général de l'AEC a apporté depuis Pékin une vision chinoise sur la question. De ces échanges quelques axes clés d'étude en sont ressortis :

- **La nécessaire affirmation de l'Europe dans le paysage sino-américain**

Ces dernières années, la crainte américaine de l'expansion chinoise a été révélatrice de points de tension sur l'ensemble du globe et a contribué au duopole du monde autour de la Chine, des Etats Unis et de leurs alliés respectifs. En effet, la Chine perçoit la Russie comme un partenaire géostratégique de taille pour former un bloc eurasien contre les USA, de la même manière que les Etats-Unis voient en l'OTAN et en l'Europe des alliés pour canaliser l'expansion chinoise.

Dans la stratégie globale en cours, l'Europe doit tirer son épingle du jeu et chercher à s'affirmer comme le troisième partenaire. Se rapprocher d'un multilatéralisme à l'image de la *soupe de pierre*, où chacun gagne plus qu'il n'apporte au pot commun, permettrait un rééquilibrage des rapports de force.

Une fois le constat posé comment y procéder ?

D'abord, une émancipation de l'Europe vis-à-vis des États-Unis est un gage de crédibilité nécessaire pour asseoir son indépendance, sa liberté. Pour l'Europe, devenir « allié et non aligné » des États-Unis est un véritable enjeu, bien que se dégager de la tutelle américaine ne soit pas chose simple : en témoigne les sanctions, droits de douanes ou encore la diplomatie du dollar pratiquée sans guère de retenue. Les élections américaines seront déterminantes pour l'Europe.

Aussi, l'Europe doit poursuivre ses coopérations avec la Chine avec qui elle ne peut couper les ponts, ne serait-ce que par nécessité économique. A titre d'exemple, au cours du deuxième trimestre 2020 la Chine est devenue le premier marché de l'Allemagne, devant les États-Unis.

Enfin, pour que sa voix porte, l'Europe doit se montrer solidaire et faire preuve d'une véritable unité collective européenne dans ses approches ! L'adage mandarin « se construire soi-même, mettre de l'ordre dans sa famille, gérer son pays, établir la paix sous le ciel » en illustre la situation.

- **Relativiser l'impact économique comme facteur de puissance**

Si la Chine est une puissance économique mondiale, cet indicateur n'est plus une mesure suffisante. La dimension politique, des droits de l'homme, ou encore de gestion des crises internes est déterminante.

Aujourd'hui plus que jamais, la baisse de popularité chinoise (qui ne dépasse pas les 25 % dans l'opinion publique européenne) est caractérisée par sa politique vis-à-vis des Ouïghours, ses rapports avec Taïwan ou encore sa gestion de la crise hongkongaise qui contribuent à ternir son image et à l'affaiblir.

Avec le boom du numérique, nul ne peut ignorer le poids du facteur technologique dans les jeux de puissance. Sur ce point, les États-Unis ont une longueur d'avance déterminante (innovations, GAFAM etc.).

L'empire du Milieu, qui a accumulé beaucoup de retard, cherche à maîtriser la puissance technologique, en témoigne son plan d'action « Made in China 2025 ». Pour Pékin, s'affranchir de la tutelle américaine est un enjeu prépondérant en vue d'asseoir son autonomie et sa souveraineté numérique.

- **Jeux d'alliances avec les pays émergents**

Les États-Unis, la Chine et les pays européens sont régulièrement amenés à renforcer leurs coopérations avec les pays émergents alliés et à intervenir lorsque leurs intérêts politiques, militaires (lutte contre le terrorisme) ou économiques (protection des matières premières) en dépendent.

Cette stratégie contribue à accentuer leur rayonnement sur la scène internationale dans des régions comme l'Asie du Sud-Est ou l'Afrique subsaharienne et à peser sur la balance des grandes institutions internationales lorsque nécessaire (à l'ONU notamment).

L'engagement de la Chine auprès des pays émergents est multidimensionnel, mais il semble qu'aujourd'hui Pékin ait besoin d'un marché à l'exportation et raisonne avant tout par pragmatisme économique. A cet effet, les pays émergents constituent un enjeu géoéconomique prépondérant pour Pékin. Les besoins en financements sont essentiels dans le tiers monde, entre Chine et Occident. Dans

ce contexte de crise sanitaire et économique, les pays émergents doivent développer des coopérations stratégiques.

Dans le cadre de son projet des Nouvelles Routes de la Soie, le président XI Jinping, au nom de la Chine s'est engagé à renforcer son soutien financier, à signer des accords économiques et commerciaux avec plus de 30 pays. Ses politiques d'investissements majeurs dans les infrastructures en Afrique subsaharienne en témoignent. Lors du Sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine de 2018, Beijing s'est engagé à « encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique au cours des trois prochaines années ».

La Chine s'apprête à devenir le plus grand créancier du monde, selon le China-Africa Research Initiative (CARI) de l'université Johns-Hopkins, la somme des prêts chinois accordés aux pays africains entre 2000 et 2019 s'élève à 147 milliards de dollars. Pékin a tendance à prêter plus que les organisations occidentales ou l'Union Européenne.

Là également, la voie à suivre est-elle de pur refoulement ou, plutôt, d'orientation, de canalisation, de coopération en fournissant les efforts politiques et économiques requis ?

OH